

Cadrage ALLSH – Validé en Conseil d’UFR ALLSH le 30/06/2022 en CFVU le 7/07/2022

Modalités de contrôle des connaissances et des compétences en licence professionnelle hors BUT : document de cadrage (à compter de l’année universitaire 2022/2023)

Les présentes M3C pourront être modifiées en CFVU et portées à la connaissance des étudiants dans les meilleurs délais en fonction de l’évolution de la situation sanitaire.

Les modalités de contrôle des connaissances et des compétences (M3C) des formations de licence professionnelle (LP) de l’Université d’Aix-Marseille s’organisent selon trois niveaux :

- niveau 1 : le présent cadrage de l’établissement,
- niveau 2 : les prescriptions communes à l’ensemble LP d’une même composante,
- niveau 3 : les dispositions propres à une formation : maquettes d’enseignement et M3C spécifiques aux unités d’enseignement (UE).

Les règles de niveau 2 et 3 des composantes doivent respecter strictement les règles de niveau 1 de l’établissement.

L’organisation et le déroulement des examens se conforment par ailleurs à la Charte des examens d’AMU.

1. Architecture et principes généraux d’organisation de la licence professionnelle

1.A) Architecture

Chaque licence professionnelle est organisée en semestres, eux-mêmes décomposés en blocs de connaissances et de compétences et en unités d’enseignement (UE). A chaque UE est affecté un nombre défini de crédits (ECTS). Un semestre correspond à un total de 30 crédits, répartis sur l’ensemble des UE qui le constituent. Une année universitaire se compose de deux semestres : elle regroupe un total de 60 crédits.

La licence professionnelle sanctionne un niveau correspondant à 180 crédits européens à l’issue de parcours de formation spécifiques et professionnalisés. Ces parcours de formation permettent l’élaboration progressive des projets professionnels des étudiants et qui correspondent à l’acquisition d’un nombre de crédits compris entre 60 et 180.

1.B) Inscriptions administrative et pédagogique

L’**inscription administrative annuelle** permet à l’étudiant de s’acquitter de ses droits de scolarité : elle n’a lieu qu’une fois au début de l’année universitaire et couvre donc les deux semestres.

Pour les licences professionnelles en 180 ECTS, le nombre d’inscriptions annuelles consécutives est limité à trois sauf décision contraire du jury d’année qui peut autoriser le redoublement. Le triplement n’est pas autorisé.

Pour les LP en 120 ECTS le nombre d’inscriptions annuelles consécutives est limité à deux sauf décision contraire du jury d’année qui peut autoriser le redoublement. Le triplement n’est pas autorisé.

Pour les licences professionnelles en 60 ECTS, le nombre d’inscriptions annuelles consécutives est limité à une sauf décision contraire du jury d’année qui peut autoriser le redoublement. Le triplement n’est pas autorisé.

Les étudiants ayant interrompu leurs études supérieures depuis trois ans au moins bénéficient à nouveau du droit aux inscriptions administratives annuelles.

L'inscription administrative doit impérativement être complétée par une **inscription pédagogique semestrielle** : pour chaque semestre, l'étudiant se prononce sur le choix des UE dont il va suivre les enseignements, notamment dans les cas où la formation dispensée propose des éléments optionnels. Cette inscription pédagogique conditionne l'inscription aux examens.

1.C) Principes de validation des enseignements crédités

1.C)a) Principes de validation des enseignements crédités

Les unités d'enseignement peuvent être acquises selon deux modalités :

- par CAPITALISATION : lorsque l'UE est validée selon les critères définis ci-dessous, les crédits associés sont définitivement obtenus ;
- par COMPENSATION : lorsque la note obtenue à l'UE ne permet pas la capitalisation, l'UE peut toutefois être compensée. Cette compensation s'effectue au sein des UE définies par l'établissement. Elle s'effectue également au sein de regroupements cohérents d'UE, organisés notamment en blocs de connaissances et de compétences clairement identifiés dans les M3C. L'UE déficiente est alors déclarée acquise par compensation.
- Pour une validation des acquis de l'expérience partielle (VAE partielle), les UE ne peuvent être acquises que par capitalisation.

Les éléments pédagogiques affectés d'une validation d'acquis sans note ou d'une dispense d'examen ne sont pas pris en compte dans les calculs de moyennes numériques. Celles-ci sont établies sur la base des moyennes des UE pondérées selon les crédits afférents.

Les modalités de contrôle des connaissances et des compétences propres à chaque formation sont exposées en détail dans le niveau 3 et publiées sur les sites web des composantes : il appartient à chaque étudiant d'en prendre connaissance et de s'y reporter précisément.

1.C)b) Détermination de la mention obtenue au diplôme

Elle se fait sur la base de la moyenne générale (MG) des années composant le diplôme, selon les paliers suivants :

- * $10 \leq MG < 12/20$: mention Passable,
- * $12 \leq MG < 14/20$: mention Assez Bien,
- * $14 \leq MG < 16/20$: mention Bien,
- * $16 \leq MG < 18/20$: mention Très Bien,
- * $18 \leq MG \leq 20/20$: mention Très Bien avec félicitations du jury.

Lors du calcul de la moyenne d'une année, les coefficients utilisés pour la pondération sont les ECTS.

Pour les étudiants n'ayant pas effectué l'intégralité de leur diplôme à l'université d'Aix-Marseille, le calcul de la mention obéira aux modalités précisées ci-dessus, mais sur la seule base de la moyenne des regroupements cohérents d'UE ou, à défaut, des UE, validés au sein de cette université.

Pour un diplôme obtenu par validation des acquis de l'expérience totale (VAE totale), aucune mention n'est attribuée.

2. Evaluation et validation de la licence professionnelle

2.A) Organisation et règles du contrôle des connaissances et des compétences

2.A) a) Organisation du contrôle des connaissances et des compétences

Les enseignements semestriels donnent lieu à une évaluation des acquis dont les modalités d'organisation relèvent du seul choix de la composante dans le respect de la réglementation.

Dans cette perspective, trois types d'organisation du contrôle des connaissances et des compétences sont possibles au sein d'une UE :

- évaluation au seul moyen d'un contrôle terminal (CT) ;
- évaluation à l'issue d'une combinaison entre contrôle terminal et contrôle continu selon des pondérations fixées par la composante (CCP) ;
- évaluation au moyen d'un contrôle continu intégral (CCI).

Lorsque le CCI est instauré pour une UE, celui-ci se compose d'au moins trois épreuves réparties dans le semestre. Aucune des épreuves organisées dans le cadre du CCI ne peut représenter plus de 50 % de la note finale de l'UE.

2.A)b) Organisation des évaluations propres à chaque formation (niveau 3)

Conformément à l'arrêté du 6 décembre 2019 il n'existe pas de session de rattrapage ou seconde chance. Toutefois, dans les conditions définies par les composantes dans le niveau 2 ou 3 des M3C, une seconde chance peut être organisée selon les modalités ci-dessous.

Cette seconde chance peut revêtir la forme :

- d'une évaluation supplémentaire organisée après publication des résultats de l'évaluation initiale ;
- d'une évaluation continue intégrale (CCI). Cette seconde chance est alors comprise dans les modalités de mise en œuvre de cette évaluation.

1°/ Dans le cas d'une évaluation supplémentaire organisée après publication des résultats de l'évaluation initiale quelles que soient les modalités de cette dernière (CT, CCI ou CCP) :

- Les UE devant être réévaluées en seconde chance seront celles qui n'auront été acquises ni par capitalisation ni par compensation à l'issue de la session initiale d'évaluation.
- Toutefois, la composante peut décider de mettre en œuvre une organisation globalisée de l'évaluation au sein de regroupements cohérents d'UE. Dans cette hypothèse, la seconde chance pourra concerner des UE déjà validées si elles figurent au sein d'un regroupement d'UE non validé. La note de la seconde chance remplacera alors la note de l'évaluation initiale pour :
 - les UE qui n'avaient été acquises ni par capitalisation ni par compensation ;
 - les UE acquises par capitalisation ou par compensation seulement lorsqu'elle sera supérieure à la note obtenue à l'évaluation initiale.

Pour les travaux pratiques ainsi que pour les UE et éléments constitutifs d'UE ayant fait l'objet d'un contrôle continu partiel durant le semestre, l'opportunité de conserver ou non les notes de contrôle continu de l'évaluation initiale pour l'évaluation supplémentaire est laissée à l'appréciation de la composante.

2°/ Dans le cas d'une évaluation continue intégrale (CCI) :

Trois épreuves minimum sont organisées par UE à chaque semestre. La seconde chance est alors définie, dans les conditions fixées par le niveau 3 des M3C selon l'une des modalités suivantes :

- la dernière épreuve du CCI représentera la seconde chance. Elle prend en compte la meilleure note obtenue entre d'une part la moyenne des notes à toutes les épreuves et d'autre part la moyenne des notes obtenues à toutes les épreuves exceptées la dernière ;
- la dernière épreuve porte sur l'ensemble de l'enseignement qui fait l'objet de cette évaluation continue intégrale. La seconde chance prend en compte la meilleure note obtenue entre d'une part la moyenne des notes à toutes les épreuves et d'autre part la note de la dernière épreuve ;
- la mise en œuvre d'une évaluation supplémentaire après la publication des résultats de l'évaluation initiale (cf. 1°/).

2.A)c) Obligation d'assiduité

Les étudiants inscrits dans une licence professionnelle sont soumis à une obligation d'assiduité concernant la présence à toutes les activités pédagogiques (cours magistraux, travaux dirigés, travaux pratiques, enseignements à distance, enseignements mobilisant les outils numériques, séquences d'observation ou de mise en situation professionnelle, projets individuels ou collectifs et examens) faisant partie du cursus. Toute dérogation éventuelle à cette règle sera exercée dans des conditions fixées par la composante.

Tout étudiant est tenu de se présenter à toutes les évaluations auxquelles il est convoqué. Dans le cas contraire, il sera automatiquement déclaré « défaillant », sans application des règles de compensation précisées dans le paragraphe 2.B).

2.B) Critères de validation des connaissances et des compétences appliqués dans l'établissement

2.B)a) Validation de l'UE et du regroupement cohérent d'UE

Une UE est acquise par capitalisation dès lors que sa note est supérieure ou égale à 10/20.

Toute UE obtenue par capitalisation l'est définitivement, sans possibilité de renonciation.

Lorsque l'UE n'est pas acquise par capitalisation, elle peut être acquise par compensation. Cette compensation s'effectue au sein des UE définies par l'établissement. Elle s'effectue également au sein de regroupements cohérents d'UE, organisés en blocs de connaissances et de compétences clairement identifiés dans les M3C. Lorsque la note à l'UE est inférieure à 10/20 mais que l'étudiant a obtenu la moyenne au regroupement cohérent d'UE organisé notamment en blocs de connaissances et de compétences clairement identifiés dans les M3C, l'UE est alors validée par compensation.

Un regroupement cohérent d'UE est acquis par capitalisation dès lors que la moyenne des UE qui le composent est supérieure ou égale à 10/20. Les blocs de connaissances et de compétences ne se compensent pas entre eux.

Si l'UE comporte des éléments constitutifs, la note à l'UE est obtenue par calcul de la moyenne pondérée des éléments qui la composent. Dans ce cas, les coefficients respectifs des éléments constitutifs de l'UE sont précisés dans les dispositions particulières propres à la formation (niveau 3 des M3C). La compensation entre ces éléments constitutifs s'effectue sans note éliminatoire. Ces éléments constitutifs sont considérés comme définitivement validés, quelle que soit la note attribuée à chacun d'eux dès lors que l'UE est capitalisée ou compensée.

Les éléments constitutifs ne sont pas capitalisables ; la note supérieure ou égale à dix sur vingt pour un élément constitutif au sein d'une UE non capitalisée ou non compensée peut néanmoins être conservée pour les différentes évaluations d'une même année universitaire, dans des conditions fixées par la composante.

2.B) b) Validation de la licence professionnelle

Les modalités d'obtention de la LP reposent sur la capitalisation des UE et des blocs de connaissances et de compétences ainsi que celle des crédits correspondants. Les UE sont affectées d'un coefficient qui peut varier dans un rapport de 1 à 3. Les blocs de connaissances et de compétences peuvent être affectés d'un coefficient qui peut varier de 1 à 2.

La licence professionnelle est décernée aux étudiants qui ont obtenu 180 ECTS selon les modalités définies ci-dessus et explicitées dans le niveau 3 des M3C.

La délivrance du diplôme est subordonnée à la présentation d'au moins une certification en langue anglaise.

Délivrance du DEUST :

Le Diplôme d'Etudes Universitaires Scientifiques et Techniques (DEUST) peut être délivré sur demande expresse de l'étudiant, dès lors que celui-ci a validé les première et deuxième années (120 ECTS) du diplôme de licence professionnelle organisée en 180 ECTS.

2.C) Règles de progression

Pour accéder à l'année supérieure, un étudiant doit avoir validé l'année en cours (obtention des crédits de LP1 nécessaire pour passer en LP2, obtention des crédits de LP2 nécessaire pour passer en LP3). Dans le cas contraire, l'étudiant est déclaré ajourné. Le jury d'année doit se réunir au moins une fois au cours de l'année universitaire.

En licence professionnelle, le redoublement n'est pas de droit, il est possible sur décision du jury selon les règles définies au 1.B).

Lorsque la licence professionnelle n'a pas été obtenue, les unités d'enseignement dans lesquelles la moyenne de 10 a été obtenue sont capitalisables. Ces unités d'enseignement font l'objet d'une attestation délivrée par l'établissement.

3. Prise en compte des absences

3.A) Absence à un examen terminal

Le statut « défaillant » est affecté à tout étudiant ayant enregistré une absence justifiée ou injustifiée à un examen terminal.

Le statut de défaillant entraîne le non calcul de la moyenne au semestre et donc l'invalidation du semestre et par conséquent de l'année.

Les étudiants absents lors d'une épreuve de contrôle terminal bénéficient d'un délai de **cinq jours ouvrés** (réduit à **2 jours ouvrés pour les étudiants en alternance**) pour justifier leur absence auprès de la scolarité de leur composante de rattachement. Ce délai court à compter de la date de l'épreuve à laquelle l'absence a été constatée.

A l'issue de la dernière session d'examen, l'admission à composer lors d'une session exceptionnelle de substitution organisée par la composante peut être autorisée au bénéfice des étudiants défaillants qui en ont formulé la demande expresse, et dont l'absence a été justifiée.

Une commission *ad hoc* de composante est compétente pour statuer sur ces demandes. Elle apprécie le caractère exceptionnel et la gravité des circonstances de l'absence justifiée, en s'appuyant notamment sur les critères suivants :

- survenue de faits graves avérés ayant physiquement empêché l'étudiant de participer à l'épreuve tels qu'hospitalisation ;
- événement familial avéré et grave (tel que décès) ayant touché un membre de la famille ayant un lien direct avec l'étudiant (conjoint, enfant, père, mère, fratrie).

3.B) Absence à une évaluation de contrôle continu

Les étudiants absents lors d'une épreuve de contrôle continu bénéficient d'un délai de **cinq jours ouvrés** (réduit à **2 jours ouvrés pour les étudiants en alternance**) pour justifier leur absence auprès de la scolarité de leur composante de rattachement. Ce délai court à compter de la date de l'épreuve à laquelle l'absence a été constatée.

Dans le cadre d'un contrôle continu, il appartient à la composante d'apprécier dans quelle mesure une absence constatée à une/des épreuve(s) constitutive(s) de l'évaluation déterminera le statut de défaillant.

3.C) Etudiants en régime spécial d'études (RSE)

Les étudiants en RSE peuvent notamment prétendre à des examens adaptés (dispense de contrôle continu et inscription au contrôle terminal) et à des évaluations aménagées dans le cas d'un contrôle continu intégral selon les modalités fixées par la composante.

4. Bonification semestrielle

La pratique d'une ou de deux activités facultatives donnant lieu à un bonus semestriel est possible : ce choix sera exprimé par l'étudiant à l'occasion de son inscription pédagogique semestrielle.

La nature de ces activités relèvera de l'une des catégories suivantes : 1) sport, 2) engagement étudiant, 3) approfondissement des connaissances, 4) culture, 5) créativité et entrepreneuriat. Concernant les cinq catégories de bonus, un socle commun d'activités est proposé par l'établissement, lequel s'impose à toutes les composantes. Par ailleurs, les composantes ont la possibilité de proposer d'autres activités relevant de ces cinq catégories en respectant les niveaux de gradation relevant de la catégorie de bonus concernée. Ces activités sont listées dans le niveau 2 des MCC de la composante (cf. Charte des bonus). Il appartient à l'étudiant de se renseigner auprès des services compétents de son UFR/département/école/institut.

La bonification ainsi obtenue se traduit par une majoration de la moyenne des UE du semestre, dans le respect d'un plafond fixé à 0.5 point d'augmentation, quel que soit le nombre d'activités effectivement suivies par l'étudiant.

Un bonus pris en compte lors de l'évaluation initiale sera utilisé pour toutes les évaluations d'une même année universitaire. En revanche, dans le cas où un étudiant ajourné doit repasser son semestre l'année suivante, il ne conservera pas le bénéfice des points de bonus obtenus.

Un bonus semestriel ne peut être pris en compte si l'activité bonifiée est identique au contenu d'un enseignement obligatoire ou optionnel présent dans le semestre.

5. Stages facultatifs

Par ailleurs, les étudiants ont la possibilité de faire des stages facultatifs obligatoirement accompagnés d'une convention. Ces stages font l'objet d'une validation préalable par le responsable de formation et d'une évaluation non créditée sous la forme d'une UE supplémentaire.

NIVEAU 2 : PRECISIONS DU CADRAGE PROPRES A L'UFR ALLSH

Le niveau 2 concerne les prescriptions communes à l'ensemble des formations de la composante ALLSH. Elles précisent les prescriptions décrites dans le niveau 1 (se référer aux points correspondants)

L'organisation des épreuves est répartie entre la scolarité et les départements de la manière suivante :

	Ecrit	Oral	Rapport	Soutenance
Contrôle continu, hors des périodes d'examens	Départements	Départements	Départements	Départements
Contrôle terminal, pendant les périodes d'examens	Scolarité	Scolarité	Départements	Départements

Etudiants en situation de handicap

Les aménagements proposés par AMU sont tous mises en œuvre dans l'UFR ALLSH :

Liste des aménagements de niveau 1 proposés par AMU pour les épreuves d'examen et concours des étudiants en situation de handicap :

- Temps majoré pour les épreuves écrites (1/3 temps)
- Temps majoré pour les épreuves orales (1/3 temps)
- Si préparation écrite des épreuves orales : temps majoré (1/3 temps)
- Secrétaire pour l'épreuve rédactionnelle ou orale et/ou QCM
- Prêt d'un ordinateur AMU non équipé de logiciels adaptés pour l'épreuve rédactionnelle
- Prêt d'un ordinateur AMU équipé de logiciels adaptés pour l'épreuve rédactionnelle
- Agrandissement A3 des sujets d'examen
- Transcription des sujets d'examen en braille
- Autorisation d'utiliser une trousse médicale
- Autorisation de sortir de la salle dans la limite du tiers temps
- Autorisation de se restaurer et de s'hydrater
- Mise à disposition de matériel spécifique : (exemple : lampe, chaise)
- Autorisation port de matériel spécifique : (exemple : bouchons d'oreilles)
- Salle particulière
- Placement spécifique dans la salle : côté couloir ou fenêtre - 1er ou dernier rang - proche de la sortie

2. Evaluation et validation de la licence professionnelle

2.A)a) Organisation du contrôle des connaissances et des compétences niveau 2

Dans l'UFR ALLSH, il est possible d'organiser une 2^{ème} chance qui prend la forme d'une évaluation supplémentaire organisée après la publication des résultats de la session initiale d'évaluation (1^{ère} session).

Type d'organisation	Régime standard		Régime dérogatoire
	1 ^{ère} session	2 ^{ème} session	
Contrôle terminal (CT)	1 ou 2 épreuves maximum (écrit, oral ou rapport, dont 1 écrit au plus)	1 épreuve maximum (écrit, oral ou rapport) par UE	
Contrôle Continu Partiel (CCP) : combinaison entre contrôle terminal et contrôle continu	1 épreuve de CC par UE ou EC + 1 épreuve de CT par UE (écrit, oral ou rapport). Pas de report sur les EC	1 épreuve maximum (écrit, oral ou rapport) par UE	Identique au CT en session 1 ou 2
Contrôle continu intégral (CCI)	Epreuves réparties en dehors des périodes d'examen : 3 épreuves (au minimum et au maximum) de CC par UE, Ou 1 épreuve de CC maximum par EC si l'UE compte 3 EC ou plus	1 épreuve maximum (écrit, oral ou rapport) par UE	Identique à la session 2
Légende : CT = contrôle terminal, CC = contrôle continu, EC = élément constitutif			

- Le type d'organisation (CT, CCP ou CCI) est défini au niveau de l'UE. Il se reporte automatiquement sur tous ses EC le cas échéant.
- Durée des épreuves : elle est plafonnée au volume horaire global des enseignements de l'UE/12. Si la durée totale des épreuves dépasse 3h, il est possible de scinder en 2 épreuves en 1^{ère} session uniquement.
- Le sujet d'un examen écrit est unique, quel que soit le nombre de groupes d'enseignement.
- Pour les formations délivrées à distance, les modalités du régime dérogatoire s'appliquent, sauf indication spécifique en niveau 3. A titre dérogatoire, pour les formations délivrées à distance exclusivement et sur demande argumentée du responsable d'UE, une UE peut prévoir en 2^{ème} session une 2^{ème} épreuve de type « rapport » uniquement.

2.A)c) Obligation d'assiduité

Le système dérogatoire peut permettre d'être dispensé de l'assiduité aux enseignements et/ou de participer à tout ou partie des évaluations. Il peut être accordé aux étudiants bénéficiant du régime spécial d'études (voir conditions sur : <https://allsh.univ-amu.fr/scolarite-etudes#rse>)

Les stagiaires de formation continue à qui les responsables de mention ont indiqué de suivre des modules spécifiques sont tenus d'y assister. L'assiduité conditionne l'obtention de leur année.

3.B) - Absence à une évaluation de contrôle continu

Toute absence, justifiée ou injustifiée, à un examen de contrôle continu engendre le résultat « défaillant » à l'épreuve, au semestre et à l'année au moment du calcul des moyennes.

Cas particulier des absences justifiées :

Les étudiants réputés assidus et exceptionnellement absents à une épreuve de contrôle continu ont un délai de 5 jours ouvrés pour produire auprès du service de la scolarité le justificatif de leur absence (certificat médical, certificat d'hospitalisation, décès d'un proche parent, ...).

Ce délai court à compter de la date de l'épreuve à laquelle cette dernière a été constatée.

Les étudiants dont l'absence est dûment justifiée et attestée par le service de la scolarité peuvent demander à bénéficier d'une épreuve de substitution.

Il est laissé à l'appréciation pédagogique de l'enseignant les deux possibilités suivantes :

- Organiser dans la mesure du possible une épreuve de substitution en même temps que le dépôt du justificatif. La scolarité informera l'étudiant de la réponse de l'enseignant
- Décider, à titre exceptionnel (cas exceptionnels uniquement, spécifiés au point 3.A du présent document), de dispenser l'étudiant de l'épreuve concernée. L'enseignant doit, dans ce cas, en informer immédiatement le bureau des examens à la scolarité, qui saisira le résultat « dispense » et alertera le jury d'année. Cette valeur entrainera une neutralisation de l'épreuve manquante, la moyenne se calculera à partir des autres évaluations de la même UE.

4. Bonification semestrielle

La « Charte des bonus » est consultable à l'adresse suivante : <https://allsh.univ-amu.fr/enseignements-bonus>

Le document descriptif du « Socle commun des bonus » est consultable à l'adresse suivante : <https://www.univ-amu.fr/fr/public/bonus-0>

Activités de l'UFR ALLSH accessibles à bonification dans le cadre du bonus culture :

- ✓ Passeport culturel et muséal. Cette activité est réservée aux étudiants inscrits au portail « Archéologie – Histoire – Histoire de l'art » ou en licence mention « Histoire de l'art et archéologie ».

Liste des enseignements de l'UFR ALLSH accessibles à bonification dans le cadre du bonus approfondissement des connaissances :

- ✓ Centre d'auto-formation des langues
- ✓ CARLAM
- ✓ langue vivante ou ancienne. Ces enseignements sont accessibles dans la limite des capacités d'accueil. Liste de référence : <https://allsh.univ-amu.fr/enseignements-bonus>
- ✓ dans le cadre d'une UE à choix disciplinaire, possibilité de faire un choix surnuméraire avec l'accord du directeur des études. Ces enseignements sont accessibles dans la limite des capacités d'accueil. Liste de référence : <https://allsh.univ-amu.fr/enseignements-bonus>
- ✓ Ateliers d'approfondissement de la langue française

Liste des instances de l'UFR ALLSH permettant à leurs élus une bonification dans le cadre du bonus engagement étudiant :

- ✓ Comité des études
- ✓ Comité de la recherche
- ✓ Commission des relations internationales
- ✓ Commission de la vie étudiante
- ✓ Commission des relations avec le monde socio-économique
- ✓ Comité de pilotage du SFAD

NIVEAU 3 : CADRAGE UFR ALLSH PROPRE A CERTAINES FORMATIONS

Le niveau 3 présente les dispositions propres à une licence : maquettes d'enseignement et MCC spécifiques aux unités d'enseignement (UE) (se référer aux points correspondants)

2.A)a) Organisation du contrôle des connaissances et des compétences niveau 3

Dans l'UFR ALLSH, les licences professionnelles ont choisi d'organiser la 2^{ème} chance sous la forme d'une évaluation supplémentaire organisée après la publication des résultats de la session initiale d'évaluation (1^{ère} session).

La période des examens peut être anticipée pour certaines formations si et seulement si ces périodes sont spécifiées dans le calendrier universitaire voté par l'établissement.

Des dérogations de calendrier peuvent être sollicitées dans les cas suivants :

- Stage obligatoire : les périodes d'examens peuvent être anticipées pour permettre aux étudiants de participer aux stages obligatoires de leur formation
- Doubles licences avec une autre composante : les périodes d'enseignements, de révisions, et d'examens peuvent se chevaucher. Dans ce cas, les périodes d'examens sont prioritaires sur les périodes d'enseignements. Les formations doivent conserver des périodes de révision à hauteur d'au moins une demi-journée par épreuve.
- Formations incluant des ateliers artistiques avec une performance : les périodes de pratiques peuvent se chevaucher ponctuellement avec les révisions ou les examens. Dans ce cas, les périodes d'examens sont prioritaires sur les périodes de pratiques. Les formations doivent conserver des périodes de révision à hauteur d'au moins une demi-journée par épreuve.

Les mentions dont les enseignements ou évaluations se déroulent selon un calendrier universitaire dérogatoire figurent sur le site de l'UFR ALLSH (<https://allsh.univ-amu.fr/>) :

Les modalités des unités d'enseignement à choix pluridisciplinaires, du LANSAD, des UE à distance et des OPN (Orientation Professionnelle et Numérique) sont consultables dans leur diplôme de rattachement ou dans le fichier intitulé « Catalogue ».

Les modalités de contrôle des connaissances de l'ensemble des enseignements de l'UFR ALLSH sont consultables sur <https://allsh.univ-amu.fr/scolarite>.

ANNEXE

Référence des textes juridiques applicables

dans le cadre des modalités de contrôle des connaissances et des compétences

- le code de l'éducation et notamment ses articles L 612-6; L 612-6-1 et L 613-1, D 612-32-1 à D 612-326-5 et D 612-33 à D 612-36-4,
- l'arrêté modifié du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master.
- l'arrêté du 30 juillet 2019 définissant le cadre national de scolarité et d'assiduité des étudiants inscrits dans une formation relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur,
- l'arrêté modifié du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle,
- l'arrêté du 3 avril 2020 relatif à la certification en langue anglaise pour les candidats inscrits aux diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et au diplôme universitaire de technologie,